

Brochure n° 3343

Convention collective régionale

**IDCC : 2625. – BÂTIMENT
(Pays de la Loire)
Ouvriers**

**ACCORD DU 6 JUILLET 2011
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS AU 1^{ER} OCTOBRE 2011**

NOR : ASET1151282M

IDCC : 2625

Entre :

L'union régionale CAPEB des Pays de la Loire ;

La fédération française du bâtiment des Pays de la Loire ;

La fédération Ouest SCOP BTP,

D'une part, et

L'union régionale CFDT construction bois des Pays de la Loire ;

La section fédérale régionale FO des Pays de la Loire,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Indemnités de transports. – Trajets

En application du chapitre I^{er} « Petits déplacements », titre VIII, de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, et en application de l'article II-6 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment des pays de la Loire du 1^{er} décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au *Journal officiel* du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les montants des indemnités de transports et trajets des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-Atlantique, Maine-et-loire, Mayenne, Sarthe et Vendée, comme indiqué dans le tableau ci-après.

NATURE des indemnités	ZONE							
	1-A 0 à 5 km	1-B 5 à 10 km	2 10 à 20 km	3 20 à 30 km	4 30 à 40 km	5 40 à 50 km	6 50 à 65 km	7 65 à 80 km
Trajet	0,47	0,65	1,85	3,98	4,98	5,96	6,70	7,97
Transport	0,73	0,93	3,62	6,84	10,47	15,59	16,71	20,22

Article 2

Indemnités de repas

En application du chapitre I^{er} « Petits déplacements », titre VIII, de la convention collective nationale du 8 octobre 1990 (étendue par arrêtés ministériels des 8 et 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'une part, et par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962 d'autre part, et en application de l'article II-6 de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment des pays de la Loire du 1^{er} décembre 2006 (étendue par arrêté ministériel du 21 décembre 2007, parue au *Journal officiel* du 3 janvier 2008) et son avenant n° 1, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé que le montant de l'indemnité minimale de repas des ouvriers du bâtiment des départements de Loire-atlantique, Mayenne, Sarthe et Vendée, est fixé à 8,57 €.

A titre dérogatoire, il demeure fixé à 8,99 € pour le département du Maine-et-Loire.

Article 3

Application

Le présent barème des indemnités de petits déplacements « Repas. – Transports. – Trajets » entrera en application à compter du 1^{er} octobre 2011.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail conformément aux dispositions de l'article L. 2231-6 et L. 2262-8 et D. 2231-2 à D. 2231-8 du code du travail et au décret du 17 mai 2006, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Nantes.

Article 5

Demande d'extension

Le présent accord fera l'objet d'une demande d'extension auprès du ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Nantes, le 6 juillet 2011.

(Suivent les signatures.)